

Hongrie : Les démocrates résistent

En dépit des apparences, on ne tue pas si facilement la liberté de la presse et la démocratie. Même au pays de Viktor Orban.

Le **rédacteur** en chef de site Index.hu, Szabolcs Dull, défendait fermement l'indépendance de sa rédaction. Il a été licencié pour avoir divulgué des documents internes, aux autres médias. Un prétexte bien sûr. En fait, il dénonçait depuis des semaines les menaces qui planaient sur son portail. Dans son sillage et en signe de protestation, 70 employés ont donné leur démission. Index.hu était l'un des derniers sites indépendants du pays et le plus influent. Lancé le 17 mai 1999, il attirait plus d'un million de lecteurs par jour, avides d'enquêtes sur le fonctionnement du pouvoir hongrois et de ses affidés. Fin du premier chapitre mais l'affaire pourrait avoir désormais une dimension européenne, car Viktor Orban s'entend décidément un peu trop pour faire taire les opposants.

Commenté [JR1]:

En dix ans de pouvoir, le Hongrois a réussi à mater la télévision publique, désormais officine de la parole gouvernementale et à étouffer la presse. Son arme favorite est celle de l'encercllement économique. Des pans entiers de l'industrie des médias privés ont été rachetés par des proches du pouvoir, le site d'information Origo, l'ex-hebdomadaire économique de référence Figyelo ou encore le quotidien d'opposition Nepszabadsag. Quant aux médias ouvertement pro-gouvernementaux, ils ont été regroupés au sein d'un consortium destiné à "veiller à la préservation des valeurs nationales". La nation peut dormir en paix. La Hongrie est passée de la 23ème à la 89e place du classement mondial de la liberté de la presse de RSF, mais le premier ministre hongrois n'en a cure. Il fait même école. En Pologne, la télévision publique a été pointée du doigt par l'OSCE pour sa couverture des récentes élections présidentielles. En Serbie, le gouvernement du président Vucic a demandé aux banques de contrôler les transactions financières de certains médias d'opposition, au prétexte du lutter contre le blanchiment d'argent.

Pour la rédaction de l'Index, les plans se sont déroulés exactement comme prévu par Szabolcs Dull, qui a multiplié les mises en garde ces dernières semaines. En mars de cette année, un puissant homme d'affaires proche du gouvernement, Miklos Vaszilyl, a pris 50 % de participation dans l'agence de publicité d'Index.hu. Le reste était écrit. Dull n'est plus à la tête de sa rédaction. D'ailleurs, il n'y a plus de rédaction, du moins indépendante.

Le droit fondamental des citoyens à accéder à une information libre n'est plus garanti en Hongrie", observe Ricardo Gutiérrez, Secrétaire général de la Fédération européenne des journalistes, qui réclame une enquête du Conseil de l'Europe et une intervention de la Commission européenne. De fait, Viktor Orban, est régulièrement épinglé par Bruxelles, pour "violation grave des valeurs de l'Union européenne » et la question de l'Etat de droit en Hongrie a été encore largement évoquée lors de l'adoption du récent plan de relance de l'UE. Pour l'instant en vain. Mais les libéraux du Parlement européen ont l'intention de se saisir du dossier. On évoque désormais ouvertement des subventions directes de Bruxelles à une presse indépendante.

La rédaction de l'Index.hu et les milliers de manifestants qui sont descendus dans les rues de Budapest pour protester contre les récents événements, prouvent que l'on ne tue pas si facilement la démocratie et la liberté de la presse.

